

que, aux dires de certains d'entre eux, il existe des possibilités qu'il faudrait remédier à certaines erreurs canadiennes à l'incapacité de poursuivre dans une voie donnée! Mais on ne peut imputer cela aux Européens.

Je peux vous dire ce que j'ai déjà dit dans mon pays, et j'ai été très impressionné par l'analyse constructive et objective de votre comité ainsi que par les personnes avec qui vous avez parlé: regardez chez vous plutôt que de vous tourner exclusivement vers l'Europe. Vous l'avez fait beaucoup mieux que nous. Chez nous, nous en sommes au point où nous tenons tous les autres pour responsables de nos difficultés. Il en est peu qui voient les choses sous un jour différent. Il y a eu, entre autres, Peter Peterson et vous savez ce qui lui est arrivé! Nous n'agissons peut-être pas comme nous le devrions. Je crois que c'est là notre problème. Je pense que c'est vrai même si c'est aller totalement à l'encontre du sentiment américain.

Nous ne devons pas tenir les Européens pour responsables de tous nos problèmes; ils le sont de certains mais pour beaucoup c'est nous qui le sommes parce que nous ne faisons pas ce qu'il faudrait.

**Le sénateur Grosart:** Vous avez tout à fait raison; nous avons étudié la question. C'est un peu comme les histoires de sexe de nos jours: c'est devenu un sport de spectateurs et nous n'allons pas jusqu'au fond des choses.

Si nous ne voulons pas nous soucier de la situation tarifaire ou non tarifaire, si nous ne cherchons pas à établir des relations officielles, alors que cherchons-nous ou que devrions-nous rechercher?

**M. Schaetzel:** Il est primordial, je crois, de faire plusieurs choses. Votre question permet de renouer certains fils de l'affaire. D'abord, il faudrait essayer de sensibiliser la communauté à ses obligations internationales. C'est un vaste organisme. On l'a comparé à un dinosaure au corps énorme mais au cerveau minuscule. Il faut pour cela, je pense, continuer à exercer des pressions et à lui faire prendre conscience des répercussions entraînées par son action ou son inaction. Un bon moyen serait d'entamer des négociations sur le plan international, de les activer et, dans le secteur financier, d'agir le plus rapidement possible par des négociations internationales afin de réduire encore les tarifs, mettre fin aux restrictions agricoles et aux barrières non tarifaires. Encore une fois, ce problème dépend peut-être davantage des États-Unis que de la Communauté ou du Canada. Mais c'est en ce sens que nous devons agir. Le principal, selon moi est de profiter de toutes les occasions d'instaurer un plus grand libéralisme dans tous les secteurs. Ainsi, examinons la question tangente de la protection de l'environnement. Notre représentant mandaté, M. Russell Train, fait tout ce qu'il peut pour rester en liaison avec la Communauté. Ce domaine ne nous était guère familier et nous tâtons encore le terrain. Nous ne savons pas quelle politique adopter. Essayons cependant de ne pas élever des barrières supplémentaires au commerce international. Essayons d'adopter les mêmes normes pour en arriver à des solutions empreintes de libéralisme plutôt que de protectionnisme. C'est ce qui me semble sage. Dans beaucoup de ces autres domaines, l'environnement, l'énergie et toute la gamme de ceux-ci, nous avons toujours le choix

d'accomplir un pas de plus vers le nationalisme et le protectionnisme ou de rechercher une solution libérale.

Encore une fois, votre situation au Canada présente à mes yeux un grand intérêt en ce sens qu'il vous est possible d'être à l'avant-garde du libéralisme tout en défendant vos propres intérêts. Pour vous c'est une très bonne position alors que pour d'autres, c'est une sorte de profession de foi. Aux États-Unis, nous sommes si peu engagés dans les échanges internationaux que cela nous fait agir avec une stupidité et une imprudence extrêmes alors que notre puissance nous porte à causer des torts considérables au système. Toutefois, votre situation est bien différente; vos intérêts et votre bon sens semblent aller de pair, ce dont je vous félicite.

**Le sénateur Grosart:** Ainsi vous pensez que nous devrions continuer à jouer le rôle du suppliant de l'extérieur comme nous le faisons déjà?

**M. Schaetzel:** Je vous dirai: jouez votre rôle. Essayez de continuer dans la même voie et faites tout votre possible pour la libéralisation des relations économiques internationales et pour le renforcement de nos institutions. C'est ce que vous avez fait dans le passé il me semble. C'est dans votre propre intérêt de le faire et je pense que vous devriez continuer.

Je ne m'étendrai pas sur la seconde partie de votre question. Vous auriez sans doute préféré que je m'arrête après vous avoir répondu par oui ou par non.

**Le sénateur Grosart:** Pas du tout, parce que vous en arrivez au point qui nous intéresse tous.

**M. Schaetzel:** Je dis que même si vous avez décidé de demander un traitement spécial vous ne l'obtiendrez pas et je suis convaincu que vous ne pourriez le négocier, ainsi, tous vos efforts ne vous conduiraient à rien.

Tout d'abord, le traité, comme vous le savez ne vous permet pas de devenir membre de la Communauté. Si vous recherchez quelque arrangement préférentiel, l'agriculture étant votre principal intérêt, je ne peux voir comment cela pourrait marcher. Un tel arrangement reviendrait à démolir leur politique agricole ce qu'ils ne feront certainement pas. Je ne pense pas qu'ils accepteraient non plus dans le domaine industriel parce que vos tarifs sont considérablement plus élevés que les leurs. Ils ont quelque chose sur la réciprocité et je ne crois pas qu'ils seraient prêts à y renoncer. Enfin, au sujet de leurs relations avec nous, non pas simplement vos relations avec nous, ils auraient entièrement tort de se lancer dans cette voie et d'envenimer davantage leurs relations avec les États-Unis qui déjà ne sont pas un modèle de décorum international.

**Le sénateur Carter:** J'aimerais revenir sur la question soulevée par le sénateur Bélisle lorsqu'il dit que le monde s'en va à la dérive et où nous voyons s'effondrer des institutions qui depuis longtemps avaient toute notre confiance. Je crois que M. Schaetzel lui-même parle de ceux qui souhaitent le bénéfice de la richesse, et non pas la richesse qui produit le bénéfice. Avant de nous rendre à Bruxelles et de leur demander où ils veulent en venir, ce qu'ils veulent faire, etc., ne faudrait-il pas nous poser cette question à nous-mêmes et en arriver à certaines conclusions? Le